

Tribunal de Grande Instance de Lomé

La justice passe au tout-numérique pour le paiement des actes P. 7



Civisme fiscal P.2

L'OTR intensifie le dialogue avec les contribuables sur tout le territoire



Nouvelle Opinion

Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations générales d'analyses et de publicité

N° 964 du 6 juillet 2026

Crise au Moyen-Orient



Résilience, sécurité alimentaire et dialogue au cœur de la déclaration finale P.3

Transport aérien

La CEDEAO active l'opérationnalisation de l'acte additionnel à Lomé P.5



Finances, croissance, social P.6

Les priorités économiques du Togo saluées par le FMI à Kara




P. 4

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de faciliter le passage au péage.

Énergie

Le Togo mise sur 400 MW de solaire pour sécuriser son électricité d'ici 2030

Le Togo veut tourner une page. D'ici 2030, le pays ambitionne d'atteindre près de 400 mégawatts-crête d'énergie solaire installée. Un pari fort pour réduire sa dépendance aux importations et stabiliser le réseau national. Le cap a été fixé par le Ministre délégué chargé de l'Énergie et des Ressources Minières, Robert Koffi Messan Eklo, lors d'un point sur l'évolution du secteur.

Le solaire au cœur de la stratégie

Le gouvernement accélère sur les centrales photovoltaïques. Plusieurs projets sont déjà lancés ou en préparation à Sokodé, Awandjelo, Kpalimé et Nangbéto. La centrale de Blitta sera aussi étendue.

Le projet le plus avancé est celui de Dapaong : 25 MWh avec un système de stockage de 36 MWh. La mise en service est prévue avant fin 2026. Pour le gouvernement, le stockage devient un axe clé car il doit permettre de

conserver l'énergie produite le jour pour la restituer le soir et ainsi éviter les coupures.

La thermique en appoint

Le solaire ne fera pas tout. Pour sécuriser l'approvisionnement, le Togo prévoit aussi du thermique.

Une nouvelle centrale de 120 MW est à l'étude à Lomé. La turbine à gaz de 20 MW de la CEB sera réhabilitée. Les producteurs indépendants ContourGlobal Togo et Kékéli Efficient Power pourraient passer respectivement à 49,8 MW et 65 MW.

À plus long terme, une grande centrale de 500 MW est envisagée comme réserve pour les pics de consommation.

Pourquoi cette urgence ?

Le besoin est réel. Aux heures de pointe, entre 17h et minuit, la demande nationale culmine à 360 MW. Or la production locale n'atteint que 180 MW.

Jusqu'ici, le déficit était comblé par le Ghana et le



Nigeria avec jusqu'à 225 MW importés. Mais ces livraisons ont chuté : 20 MW seulement depuis le Ghana et 70 MW depuis le Nigeria, à cause des difficultés de leurs propres réseaux.

Des actions déjà engagées Le gouvernement ne veut pas attendre 2030. Un premier groupe de 20 MW a été raccordé en 2025. Un second est en cours de finalisation. Des négociations sont aussi

en cours avec les fournisseurs régionaux de gaz et d'électricité.

En parallèle, le ministère travaille avec la CEET à l'assainissement financier du secteur. "Indispensable" selon le ministre pour attirer les investisseurs et boucler les chantiers. « L'électricité n'est plus un confort. C'est un levier de développement économique, de cohésion sociale et de confiance », a martelé Robert Koffi Messan

Eklo.

Indépendance énergétique

Avec ces projets étalés entre 2026 et 2030, le Togo trace une trajectoire claire : produire plus localement, stocker, et moins dépendre des aléas des voisins.

L'enjeu est de garantir une énergie fiable et disponible pour les ménages comme pour les entreprises.

Dieudonné

Civisme fiscal

L'OTR intensifie le dialogue avec les contribuables sur tout le territoire

L'Office Togolais des Recettes poursuit sa mobilisation nationale. Après une première phase, l'OTR a lancé la seconde étape de sa campagne de sensibilisation au civisme fiscal. Objectif : aller directement au contact des populations, des opérateurs économiques et des autorités locales pour expliquer les règles fiscales et

rencontres permettent aussi de répondre aux questions concrètes des contribuables et d'éclairer les procédures en vigueur.

En complément de cette tournée, l'Office a organisé le 2 juillet une nouvelle session de « 45 min avec l'OTR ». Le webinaire était consacré aux procédures contentieuses à la

sécuriser leurs transactions.

Cap ensuite sur la région des Plateaux. À Kpélé, autorités administratives, opérateurs économiques et leaders communautaires ont échangé autour de l'adhésion volontaire à l'impôt, des formalités à respecter et des efforts contre la fraude et la corruption. Même format à Danyi, où le dialogue a porté

des canaux de signalement de la corruption et des différents moyens d'information mis à disposition des contribuables.

La campagne s'est poursuivie à Amou, Ogou et Akebou. Malgré un agenda chargé, les équipes de l'OTR ont tenu des échanges avec les forces vives de chaque localité. Le message est resté

à développer l'accès à l'eau potable et à équiper les collectivités. Une manière de rendre visible l'utilité de l'impôt dans la vie quotidienne.

Chargé de la collecte des recettes fiscales et douanières, l'OTR joue un rôle clé dans l'exécution du budget de l'État. Avec cette campagne de proximité, l'Office veut informer davantage, lever les



douanières et renforcer la confiance entre l'administration et les usagers.

Sur le terrain, les équipes de l'OTR rappellent une idée simple : les impôts et droits de douane sont le moteur du budget national. Les

Direction des Opérations Douanières Lomé-Port. Importateurs, exportateurs et acteurs du commerce ont eu des précisions sur les voies de recours, les mécanismes de règlement des litiges et les bonnes pratiques pour

sur les mêmes enjeux.

Troisième jour, direction Badou dans la préfecture de Wawa. Les discussions ont abordé les malentendus parfois observés entre usagers et administration. Il a été question de prévention,

le même : payer l'impôt, c'est participer au financement des services publics.

Les responsables ont illustré cet engagement : les recettes collectées servent à construire des routes, des écoles, des centres de santé,

et encourager chaque citoyen et entreprise à remplir ses obligations. Le but : consolider les ressources intérieures pour financer le développement du Togo.

Elom

Coopération Togo-Tchad

Le Président du Conseil reçoit une émissaire du Président Déby



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé une audience le vendredi 03 juillet 2026 à Mme Fatime Aldjineh Garfa, ministre déléguée

auprès du ministre tchadien des Affaires étrangères.

L'émissaire du Président tchadien était porteuse d'un message du Maréchal Mahamat



Idriss Déby Itno. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale entre Lomé et N'Djamena, ainsi que sur les questions liées à l'intégration africaine.

Mme Garfa a également remis une invitation officielle au Président du Conseil pour le Forum africain de l'eau, prévu les

15 et 16 juillet 2026 à N'Djamena.

Ce Forum s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il vise à réunir chefs d'État et partenaires techniques ainsi que financiers autour des enjeux d'investissement dans les

infrastructures hydrauliques du continent.

Le Togo et le Tchad ont réaffirmé leur volonté commune de consolider leur partenariat politique et de porter des initiatives conjointes pour le développement de l'Afrique.

Agbé

Crise au Moyen-Orient

Résilience, sécurité alimentaire et dialogue au cœur de la déclaration finale

Réunis dans la capitale togolaise le 3 juillet dernier, les ministres des Affaires étrangères et représentants de 18 pays africains, de plusieurs États du Moyen-Orient et d'organisations internationales ont adopté une déclaration finale à l'issue de la Conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance Politique Africaine (APA). Placée sous le thème « L'Afrique face à la crise au Moyen-Orient : impacts, défis et réponses stratégiques », la rencontre s'est tenue sous la présidence du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, et en présence du Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, président en exercice de la CEDEAO.

Profondément préoccupés par l'aggravation des tensions au Moyen-Orient, les participants ont souligné les répercussions directes de cette crise sur le

continent africain. Ils ont notamment relevé les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la forte volatilité des marchés énergétiques, les pressions inflationnistes et les risques pour la stabilité économique de plusieurs États. L'accès aux intrants agricoles en provenance du Golfe est également affecté, ce qui fragilise les capacités de

production et fait craindre une aggravation de l'insécurité alimentaire et des tensions sociales. Sur le plan sécuritaire, la déclaration note que la crise accroît les menaces transnationales et intensifie la compétition stratégique entre puissances extérieures. En raison de la proximité géographique entre l'Afrique et le Moyen-Orient, une prolongation du conflit constituerait un danger pour l'équilibre et la stabilité du continent.

Face à ces défis, les États africains ont été encouragés à renforcer leur résilience économique. La déclaration insiste sur la nécessité d'accélérer la diversification économique, l'industrialisation et le commerce intra-africain, ainsi que la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale

et la constitution de réserves stratégiques régionales.

Les ministres ont par ailleurs recommandé de renforcer les mécanismes de coopération économique, financière et monétaire africains afin de mieux



faire face aux crises internationales. Ils ont souligné l'urgence d'adapter les dispositifs de sécurité du continent aux menaces hybrides, incluant le terrorisme, la cybersécurité, la désinformation et la protection des infrastructures critiques. La proximité avec le Moyen-Orient

dialogue et de la diplomatie peut garantir une paix durable. Les participants ont salué les efforts de médiation entrepris par les États-Unis, l'Iran, le Pakistan, le Qatar, Oman et d'autres partenaires, notamment la

conclusion du mémorandum d'accord entre Washington et Téhéran le 17 juin 2026. Ils encouragent la poursuite des négociations et un dialogue plus inclusif pour consolider la désescalade.

La déclaration met aussi l'accent sur l'importance

médiation et favoriser des mesures de confiance mutuelle.

Les participants ont salué la participation des États du Moyen-Orient à cette conférence, qui a permis d'engager un échange stratégique et de poser les bases d'un dialogue structuré entre les deux régions sur la paix, la sécurité, l'énergie, l'agriculture et le commerce. Ils se sont accordés sur la nécessité de mettre en place un Cadre de dialogue stratégique Afrique-Moyen-Orient pour des consultations régulières sur les questions d'intérêt commun.

En conclusion, la conférence a salué le leadership du Togo dans l'organisation de cette rencontre et réaffirmé la volonté commune de promouvoir un ordre international fondé sur le dialogue, la souveraineté des États et la coopération. Les signataires ont décidé de rester



continent africain. Ils ont notamment relevé les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la forte volatilité des marchés énergétiques, les pressions inflationnistes et les risques pour la stabilité économique de plusieurs États. L'accès aux intrants agricoles en provenance du Golfe est également affecté, ce qui fragilise les capacités de

africaine. Elle appelle également à renforcer la souveraineté énergétique à travers le développement des infrastructures, des capacités de raffinage, des énergies renouvelables et des interconnexions régionales. La sécurité alimentaire est érigée en priorité, avec un plaidoyer pour le développement agricole, la transformation agroalimentaire

impose également de renforcer la vigilance, d'activer les systèmes d'alerte précoce et d'avancer vers une autonomie stratégique africaine en matière de défense et de sécurité.

Sur le volet diplomatique, la conférence lance un appel à la retenue de toutes les parties au conflit et condamne les violences contre les populations civiles. Elle réaffirme que seule la voie du

stratégique de la préservation de la liberté de navigation et de la sécurité énergétique mondiale. Le détroit d'Ormuz, le détroit de Bab el-Mandeb, la mer Rouge et le canal de Suez sont rappelés comme des biens communs dont la sûreté profite à l'ensemble des nations. Une mobilisation accrue des acteurs régionaux et internationaux est souhaitée pour soutenir les initiatives de

unis par rapport à l'évolution de la crise et de ses implications pour l'Afrique.

Créée en 2023 à l'initiative du Togo, l'Alliance Politique Africaine s'impose ainsi comme un cadre de concertation pour porter une voix africaine plus unie sur les grands enjeux internationaux.

La Rédaction

APA 2026

Faure Gnassingbé plaide pour une Afrique résiliente et souveraine

La capitale togolaise a abrité le vendredi 03 juillet dernier la conférence ministérielle extraordinaire de l'Alliance Politique Africaine. Réunis autour

ministres africains des Affaires étrangères, des délégations venues du Moyen-Orient ainsi que des partenaires techniques et financiers.



du thème « L'Afrique face à la crise du Moyen-Orient : impacts, défis et réponses stratégiques », les participants ont travaillé à formuler une réponse commune du continent par rapport aux

Dans ses propos, le Président sierra-léonais a salué l'initiative togolaise et la constance du leadership du Président du Conseil au sein de l'APA. Il a insisté sur la nécessité pour le



homologue pour sa présence et ses contributions. Il a rappelé que la crise au Moyen-Orient ne peut être considérée comme un dossier distant pour l'Afrique. Les répercussions sont directes : volatilité des prix de l'énergie, perturbations des approvisionnements, hausse du coût des intrants agricoles et du transport maritime, inflation alimentaire. Au-delà de l'économie, ces chocs touchent aussi la cohésion sociale et la stabilité sécuritaire.

Face à cette situation, le Président du Conseil Faure Gnassingbé a appelé à tirer les leçons de la crise actuelle pour

sécurisation des corridors commerciaux et la préservation de marges budgétaires pour faire face aux chocs.

Le Président du Conseil a invité les États à ne pas considérer les signes d'apaisement autour du détroit d'Ormuz comme la fin des incertitudes. Il a plaidé pour le renforcement des capacités d'analyse, de prospective et d'alerte précoce afin d'anticiper les risques plutôt que de les subir.

En conclusion, il a défendu l'idée d'une Afrique qui s'exprime de manière plus cohérente sur la scène internationale. Si les

répondre avec lucidité aux risques, de réduire les vulnérabilités, d'affirmer la souveraineté africaine et d'assumer la responsabilité du continent dans la promotion de la paix.

La représentante de la Commission de l'UA a de son côté exprimé le soutien de l'organisation continentale à cette démarche portée par le Togo.

Créée en 2023 à l'initiative du Togo, l'Alliance Politique Africaine s'impose peu à peu comme un cadre de dialogue pour harmoniser les positions



bouleversements internationaux.

La rencontre a été présidée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en présence du Président de la Sierra Leone, Julius Maada Bio, qui assure actuellement la présidence en exercice de la CEDEAO. Étaient également à Lomé la représentante du Président de la Commission de l'Union africaine, Francisca Tatchouop Belobe, plusieurs

continent de prendre en main son destin, affirmant qu'aucune puissance extérieure ne peut se substituer à l'Afrique pour définir son avenir. Il a par ailleurs souligné les effets des tensions internationales sur les économies africaines et réitéré l'engagement de la CEDEAO en faveur de la paix, de la gouvernance et de l'intégration régionale.

Prenant la parole, le Président du Conseil a remercié son

renforcer durablement la résilience du continent. Il a évoqué la nécessité de diversifier les sources d'énergie, de développer les interconnexions régionales et de mieux valoriser les ressources africaines. Il a aussi mis l'accent sur la sécurité alimentaire, qu'il convient de traiter comme une question de souveraineté, et sur la modernisation des infrastructures logistiques, la

intérêts nationaux peuvent parfois diverger, des intérêts fondamentaux rassemblent le continent. L'Afrique, forte de son expérience des crises, a une légitimité particulière à porter un message de dialogue, de médiation et de désescalade.

Le Président du Conseil a indiqué que l'objectif de Lomé n'était pas de se limiter à un constat, mais de dégager des priorités d'action. Il s'agit de

africaines sur les grands enjeux mondiaux. Au terme des travaux, la conférence de Lomé devrait permettre de mieux cerner les implications économiques et sécuritaires de la crise du Moyen-Orient pour l'Afrique, et de dégager des orientations communes pour renforcer la résilience du continent et défendre la paix et la stabilité.

Elom

Transport aérien

La CEDEAO active l'opérationnalisation de l'acte additionnel à Lomé

Le Togo a abrité les 02 et 03 juillet 2026, la première réunion du comité de supervision économique du transport aérien de la CEDEAO (ECATEOC).

"Une étape historique pour l'intégration"

Dans son discours de bienvenue, la Vice-présidente de



commerce. "Rendre le transport aérien moins cher est une action cruciale pour bâtir une Afrique de l'Ouest plus connectée, plus compétitive et mieux intégrée", a-t-elle insisté.

renoncent à l'avion et un tourisme et un commerce intrarégional freinés.

Pour le ministre, le choix est clair : "Le transport aérien peut demeurer un service coûteux, ou devenir le levier d'intégration que nos peuples attendent."

juin 2026 la première Convention et exposition africaines du transport.

La mission du nouveau Comité ECATEOC sera décisive. Il devra définir la feuille de route, suivre l'application de l'Acte dans chaque État, harmoniser les réglementations avec les normes de l'OACI et surtout vérifier que la baisse des taxes se traduit par une baisse des prix pour les citoyens. L'OACI, la CAFAC, l'IATA et l'AFRAA ont été appelées en appui.

L'enjeu à cette rencontre, c'est d'arriver à rapprocher selon le ministre, les peuples, de désenclaver leurs territoires, de faire du ciel ouest-africain un bien commun et non un privilège.

L'objectif est de traduire en actes l'engagement des Chefs d'État à rendre le transport aérien en Afrique de l'Ouest plus abordable, plus compétitif et accessible à tous.

La rencontre, tenue sous le haut patronage du Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, Champion du

la commission de la CEDEAO a qualifié cette réunion d'étape historique. Car elle marque l'opérationnalisation de l'acte additionnel adopté le 15 décembre 2024 à Abuja par les Chefs d'État et de Gouvernement.

S'inscrivant dans la célébration des 50 ans de la CEDEAO, Mme Tchintchibidja a

Un diagnostic sévère posé par le Togo

Présidant l'ouverture, Comla KADJE, Ministre des Transports, du Désenclavement et des Pistes Rurales du Togo, a dressé un constat alarmant. Selon l'AFRAA, les taxes et redevances au départ d'un vol international atteignent en moyenne 92 dollars en Afrique de l'Ouest, contre 66 dollars en moyenne africaine et 32 dollars

L'Acte d'Abuja : moins de taxes, plus de passagers

Adopté à Abuja, l'acte additionnel vise à alléger la fiscalité du secteur. Il prévoit la suppression de quatre taxes : sur les billets, de solidarité, sur le tourisme et sur les voyages à l'étranger. Il impose aussi une réduction d'au moins 25% de la redevance passagers et de la redevance de sûreté. L'entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 2026.

Selon les simulations de la Commission de la CEDEAO, ces mesures pourraient entraîner une baisse de 40% du coût des billets, une hausse de la demande, l'arrivée de compagnies low cost et une augmentation significative du trafic.

Conscient de l'impact budgétaire à court terme, le ministre togolais a plaidé pour une vision de long terme : "Un secteur surtaxé est un secteur qui se rétrécit. À l'inverse, des tarifs accessibles créent un marché nouveau."

Le rôle du Togo et la mission du Comité

Le Togo, qui investit pour faire de Lomé un hub régional, entend être à l'avant-garde de cette réforme. Le ministre a cité l'exemple du protocole Dakar-Banjul entre le Sénégal et la Gambie et s'est dit ouvert à des coopérations similaires. Il a aussi rappelé que Lomé a accueilli en



Marché Unique du Transport Aérien Africain, a réuni la Vice-présidente de la Commission de la CEDEAO, Damtien Larbli Tchintchibidja, les directeurs généraux de l'aviation civile, les compagnies aériennes et les partenaires techniques.

rappelé les acquis de l'intégration : zone sans visa, paix, gouvernance, schéma de libéralisation des échanges et interconnexion douanière via SIGMALT. Pour elle, il faut désormais renforcer les canaux de libre circulation et de

en Europe ou au Moyen-Orient.

"Nos passagers paient près de trois fois plus qu'un voyageur européen pour un service égal", a-t-il souligné. Résultat : des compagnies qui luttent pour survivre, des populations qui

Kodjovi

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicités
Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 91 36 37 55

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Stanislas

Mise en page

Benjamin Tchabi

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires



Finances, croissance, social

Les priorités économiques du Togo saluées par le FMI à Kara



Pour la première fois, Kara a accueilli le vendredi 03 juillet 2026 le séminaire-atelier de présentation du Rapport du FMI sur les Perspectives Économiques de l'Afrique Subsaharienne. Le Palais des Congrès a ainsi ouvert ses portes à une rencontre jusqu'à réservée à Lomé, réunissant Gouvernement, partenaires techniques, acteurs

de 4,3 % en 2025, avec un recul de l'inflation et une amélioration des équilibres. Mais ces avancées restent fragiles. Elles sont menacées par les tensions géopolitiques, la contraction de l'aide publique, le ralentissement du commerce mondial et les chocs climatiques. Pour consolider ces résultats, le FMI préconise des réformes



économiques et étudiants autour d'un même objectif : partager l'information et écouter les réalités du terrain.

M. Bonfo, Préfet de la Kara, a donné le ton en saluant une initiative qui honore la région. Il a souligné la fierté des populations du Nord et rappelé que la résilience du Togo s'appuie aussi sur le soutien du FMI aux réformes nationales.

La Représentante Résidente du FMI, Mme Racheeda Boukezia, a présenté les grandes tendances du rapport. L'Afrique subsaharienne a crû

structurelles, une mobilisation accrue des recettes et un climat plus propice à l'investissement privé. Mme Boukezia a tenu à s'adresser directement aux étudiants de la FASEG Kara : « Vous êtes les décideurs de demain ».

Le Ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, parrain de l'événement, a placé cette édition sous le thème « Des progrès durement acquis et mis à l'épreuve ». Il a justifié le choix de Kara : « Habituellement ce séminaire se tenait à Lomé. Cette année nous avons voulu nous rapprocher des citoyens pour

que l'information économique circule partout ». Il a relié les recommandations du FMI à la nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031, articulée autour de « Protéger,

Revenant sur la situation du Togo, Essowè Georges Barcola s'est montré confiant. Il a rappelé que le Conseil d'Administration du FMI a

Au-delà des chiffres, le message de cette journée à Kara est politique. En délocalisant ce rendez-vous annuel, le Gouvernement et le FMI ont envoyé un signal : les



Rassembler, Transformer ».

Dans son intervention, il a cité le Président du Conseil, SEM Faure Essozimna Gnassingbé : « On ne protège pas un pays seulement avec des armes. On le protège en donnant à chacun une vie digne. Transformer le Togo, c'est investir dans notre première richesse : l'éducation, la santé, la jeunesse ». Pour le ministre, les données économiques présentées confirment la pertinence de cette vision.

validé lundi dernier les 3ème et 4ème revue du programme, avec un décaissement important au titre de la Facilité Élargie de Crédit. Preuve, selon lui, que le pays est sur la bonne trajectoire. Il a aussi mis en avant le dialogue renforcé avec le secteur privé, matérialisé par le cadre de concertation État-secteur privé, un outil jugé essentiel pour attirer les investissements et créer des emplois.

réflexions sur l'avenir économique ne se décident plus uniquement à Lomé. La Kara, carrefour économique et culturel du Nord, devient un acteur à part entière du débat national.

En clair, cette édition 2026 marque une rupture. Le débat économique se rapproche des régions. Le Togo est conforté dans ses réformes. Et la rigueur budgétaire s'impose comme fil conducteur pour les cinq prochaines années.

Junior



Sénégal

Médias et organisations paysannes unissent leurs voix pour l'agriculture familiale à Saly

Le 1er au 3 juillet dernier, Saly a accueilli un atelier régional entre organisations paysannes et professionnels des médias. Organisé dans le cadre de la campagne _Family Farmers for Climate_, il a réuni le Réseau des Journalistes pour la promotion

animé le panel d'ouverture avec Ibrahim COULIBALY, Président du ROPPA. Les échanges ont porté sur quatre axes : la place des exploitations familiales dans les médias, les difficultés d'accès au financement pour les petits producteurs, leur capacité

journalistes pour mieux comprendre le fonctionnement et les revendications des organisations paysannes. Ensuite, renforcer les capacités des représentants paysans à formuler des messages clairs et à produire des contenus exploitables par les

nationaux et régionaux et de porter plus loin les plaidoyers pour une agriculture familiale résiliente. L'atelier a aussi permis d'approfondir la compréhension des enjeux climat, alimentation, agriculture et pêche en Afrique de l'Ouest.

Pour Gilles Podjoley, la participation du ReJPAH-AOS à cette campagne est un engagement fort.

« Les exploitations familiales

« Nous sommes venus à Saly pour dialoguer avec les paysans et les autres acteurs. L'idée est de trouver ensemble des solutions concrètes pour soutenir les petits producteurs et les rendre plus résilients face aux chocs, en particulier climatiques », a-t-il ajouté.

Au terme de l'atelier, le ReJPAH-AOS prévoit de soumettre des propositions concrètes au ROPPA et à ses partenaires. L'ambition : que ces recommandations se traduisent en plans de communication dans chaque pays, pour ancrer durablement la dynamique entre paysans et médias.

À propos de la campagne Family Farmers for Climate

Family Farmers for Climate Action ou Agriculture Familiale pour l'Action Climatique est une alliance mondiale d'organisations paysannes. Elle représente plus de 95 millions de producteurs en Afrique, Asie, Amérique latine et Pacifique.

La campagne veut placer les agriculteurs familiaux au centre des débats médiatiques et politiques sur l'alimentation et le climat. Elle appelle à investir dans les organisations paysannes pour renforcer la résilience climatique, restaurer la nature, lutter contre la faim et bâtir des économies rurales solides.

Edoh



des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel, ReJPAH-AOS.

Le Président du ReJPAH-AOS, Gilles Essonana PODJOLEY, a co-

d'adaptation au changement climatique, et l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs du monde rural.

L'objectif de cette rencontre est double. D'abord outiller les

médias.

La campagne _Family Farmers for Climate Action_ était également au cœur des discussions. Il s'agit d'accroître sa visibilité dans les médias

sont le socle de nos économies en Afrique de l'Ouest. Les médias ont donc un rôle à jouer pour donner de la visibilité à ce secteur et accompagner son développement », a-t-il déclaré.

Tribunal de Grande Instance de Lomé

La justice passe au tout-numérique pour le paiement des actes

Un tournant pour la justice togolaise. Le Tribunal de Grande Instance de Lomé a lancé officiellement le paiement en ligne de ses services. Fini les files d'attente et les déplacements au greffe pour régler les frais de justice.

Cette réforme est le fruit d'un travail commun entre le Ministère de la Justice et des Droits Humains et le Ministère de l'Économie Numérique. Elle s'inscrit dans la dynamique Togo Digital et dans le Plan d'Accélération de la Digitalisation impulsés par le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé. L'objectif est d'avoir une administration plus proche, plus efficace et plus transparente.

Lors du lancement, le Garde des Sceaux, Maître Pacôme Adjourouvi, a insisté sur la volonté de rapprocher la justice des justiciables. Désormais, avocats, huissiers, citoyens et autres auxiliaires peuvent payer en ligne les frais de près de 40 actes civils relevant du TGI de



Lomé.

La plateforme va plus loin que le simple paiement. Elle permet aussi de suivre l'avancement d'un dossier à distance, à toute heure. Résultat attendu : des procédures plus rapides, des transactions sécurisées et moins de contraintes pour les usagers.

Magistrats, procureurs,

présidents de juridiction, greffiers et partenaires techniques étaient présents. Le Président du TGI de Lomé a salué une avancée "majeure" qui va transformer le quotidien de la juridiction.

L'Agence Togo Digital a démontré le fonctionnement du portail. Le cabinet Afrique Informatique, en charge du volet

technique, a présenté le back-office qui permettra au greffe de gérer chaque demande de façon traçable et sécurisée.

Au fond, cette digitalisation poursuit trois buts : faciliter l'accès au service public de la justice, rendre la gestion des dossiers plus transparente et simplifier les échanges entre le

citoyen et le tribunal.

Après Lomé, le dispositif sera déployé progressivement dans les autres tribunaux du Togo.

Avec ce lancement, la justice togolaise entre pleinement dans l'ère du numérique et se met au rythme des exigences actuelles de performance et d'équité.

Max

Vis l'instant Yas YasApp

L'app tout-en-un qui
simplifie ton quotidien !



Scanne, télécharge et utilise gratuitement
ta YasApp. Profite en plus d'1 Go
de bonus offert !



1- 00000

Yas